Burundi : Rufyiri appelle au retrait de l'ordonnance pour financer les élections

RFI,Â 13-12-2017Le gouvernement burundais a prÃ©sentÃ© le 11 dÃ©cembre une ordonnance qui institue une contribution de la population aux Ã©lections de 2020 dans ce pays qui est plongÃ© dans une grave crise politique depuis plus de deux ans. Gabriel Rufyiri (photo), prÃ©sident de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomique (Olucome), demande Ã la population de passer outre.

Selon ce texte, les Burundais devront payer Â«Â volontairementÂ Â» pour financer les Ã©lections. Gabriel Rufyiri, prÃ©sident de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomique (Olucome), une des principales ONG burundaises militant pour une bonne gouvernance, estime au contraire que la population est trop pauvre, que cette ordonnance est contraire Ã la constitution, il s'agit de Â«Â vol organisÃ©Â Â». Il se dit Â«Â indignÃ©Â Â» et annonce que l'Olu va porter plainte au Burundi et Ã l'international et il appelle les Burundais Ã ne pas payer cette contribution qu'il dÃ©signe comme un impÃ´t dÃ©guisÃ© dans un des pays les pauvres du monde. Il demande le retrait de cette ordonnance. Ecouter Gabriel Rufyiri sur RFI

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});